



Panel Session #3 – Les obligations souveraines vertes, sociales et durables

Les obligations ESG+ sont des instruments de dette destinés à financer des projets, des activités et des dépenses pour le développement durable. Historiquement, le marché a été animé par les obligations vertes et sociales ou une combinaison des deux (obligations durables), qui sont des obligations « d'utilisation du produit », où les fonds levés sont directement alloués à des projets environnementaux ou sociaux. Depuis, les obligations liées au développement durable (SLB) ont récemment rejoint le marché de la dette verte et fonctionnent avec un coupon lié à des objectifs spécifiques de performance en matière de développement durable. Les obligations ESG+ offrent des opportunités considérables aux émetteurs souverains.

Les volumes d'obligations souveraines ESG ont plus que doublé en 2021, portant les émissions cumulées à près de 200 milliards USD à la fin de l'année. Les obligations vertes représentent 74% des nouvelles émissions et 15% du stock d'obligations durables. Pourtant, les obligations sociales ont affiché la croissance la plus ambitieuse en termes d'émission, avec une multiplication par près de cinq, atteignant 11 % du stock total d'obligations souveraines ESG.

Les économies avancées sont les principaux émetteurs d'obligations vertes, mais les marchés émergents ouvrent la voie aux obligations sociales et durables. L'Europe est le principal moteur de croissance de ce marché des obligations sociales et durables souveraines, avec 75 % des volumes émis de cette région. Plusieurs pays émergents ou à revenu intermédiaire ont adopté les obligations sociales et durables, comme le Chili - le seul souverain à avoir émis dans les trois thèmes de l'ESG -, le Pérou ou encore le Bénin. Cette tendance croissante offre des perspectives très intéressantes pour les pays émetteurs comme pour les investisseurs.

L'adaptation des obligations durables aux émissions souveraines s'est avérée difficile, même si le marché a montré un fort appétit pour ces émissions dans le secteur des entreprises. Dans le sillage de la COP26, les pays sont invités à fixer des objectifs sous-tendant leurs actions en faveur du climat et à rendre compte de leurs efforts de décarbonisation aux Nations unies. Compte tenu de l'urgence croissante sur le front climatique, cette dynamique pourrait renforcer l'émission d'obligations liées au développement durable (SLB). Début mars 2022, le Chili a été le premier souverain à émettre une obligation liée à la durabilité.

Questions à discuter:

- Quels moyens pourraient être mis en place pour soutenir un marché des obligations souveraines d'ESG+ plus étendu et plus crédible ?
- Que pensez-vous des barrières potentielles à l'entrée sur le marché des obligations ESG+ pour les pays émergents ?
- Quelles sont les perspectives de développement des obligations souveraines liées au développement durable ?